

# la jeune république

organe du socialisme personnaliste

**U**n certain nombre de nos camarades ont exprimé le vœu de soutenir la candidature de Roger GARAUDY : les idées du philosophe entrent en résonance avec les nôtres. Comme nous, il est attentif aux progrès techniques de l'humanité — danger/espoir — et aux nouvelles données internationales : la poussée des peuples enchaînés par des multinationales ou des puissances militaires de première grandeur. Comme nous, il ne distingue pas toujours très bien les différences entre l'impérialisme de l'une et l'hégémonisme de l'autre. Contre les tentations de l'entropie — lente érosion ou autodestruction explosive — il exalte une morale de la créativité et du devoir — vivre. Seulement, les philosophes ne sont pas encore appelés à gouverner la cité : notre vœu reste donc platonique, tout en étant significatif.

Le Parti de la Jeune République a décidé d'apporter son soutien au candidat du Parti Socialiste comme étant le plus apte, à gauche, pour battre le champion de la droite pseudo-libérale ou de ses succédanés au menton plus carré ou aux accents plus pathétiques.

Nous aurions souhaité un candidat unique de la gauche et nous ne renions aucunement notre action en ce sens au cours des années passées mais nous constatons que l'abandon par le P.C.F. "de la ligne eurocommuniste" est en grande partie responsable de cette division, même s'il faut tenir compte des ambiguïtés d'un P.S. soumis aux courants d'un électorat plus centriste que révolutionnaire.

Dans les années 1963-1964, nous avons participé aux Colloques Socialistes et nous avons travaillé aux côtés de militants comme Michel ROCARD et François MITTERRAND. Sur le chapitre des institutions (1), nous avons critiqué le fait que, depuis 1958, et surtout 1962, le régime présidentiel tendait à se transformer en une monarchie présidentielle, voire plébiscitaire, contrairement à la Constitution. Nous demandions l'extension du domaine législatif, soit un renforcement des initiatives et du contrôle parlementaire.

Depuis 1974, l'Etat giscardien s'est partout infiltré, monopolisant tous les pouvoirs. Félicitons François MITTERRAND de vouloir assurer le fonctionnement d'une démocratie équilibrée, à la française.

Il serait toutefois insuffisant de s'arrêter à cet aspect institutionnel, en un temps où, parmi d'autres défis, les problèmes de l'emploi ou ceux de l'énergie pèsent sur chacun d'entre nous.

Tout un ensemble de mesures techniques, mais aussi socialistes, doivent être prises pour pallier les dérives du pouvoir giscardien.

Des réformes de structure s'imposent donc à partir d'une appropriation communautaire des grands moyens de production et d'échange, dans le cadre d'un plan démocratiquement élaboré.

Mais tout commence par des avantages concrets accordés aux couches sociales les plus défavorisées.

C'est ainsi que se reconnaît le socialisme.

La candidature de François MITTERRAND incarne une espérance qui dépasse — il le sait — sa personne : les conditions matérielles d'un certain bonheur de vivre.

Claude-Roland SOUCHET

(1) La pensée socialiste contemporaine - P.U.F., 1965, p. 212.

**POUR  
UNE  
POLITIQUE  
SOCIALISTE**

## LA JEUNE RÉPUBLIQUE

Le Directeur :  
**Jean Pralong**

Rédactrice en Chef, mise en pages :  
**Marcelle Leconte-Souchet**

Rédaction - Siège Social  
Administration :

Parti de la JEUNE RÉPUBLIQUE  
Villa n° 6 - 9, bd Jean-Mermoz  
92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)  
C.C.P. PARIS 20.896-71  
Tél. 624.06.08 - 033.99.09

Fricotel - Epinal, Paris  
Dépôt légal n° 2127

# UNE ÉMISSION SUR FR3



Claude-Roland SOUCHET a présenté la JEUNE RÉPUBLIQUE, le 8 janvier 1981, à la télévision, sur la troisième chaîne. Il a situé le Parti historiquement : le soutien au Front Populaire, l'action dans la Résistance, la stratégie de l'union de la gauche, mais il a surtout insisté sur le sens des luttes actuelles pour le Quart-Monde et le Tiers-Monde, c'est-à-dire pour les plus déshérités, en France et dans le monde.

Il a rappelé quelques-unes des propositions mises au point par l'équipe de Gérard BRISSÉ, en particulier, le revenu social garanti (R.E.S.O.G.) distribué sous forme de cartes de crédit distribuées à chaque citoyen en fonction de la production et des stocks.

La transformation des structures s'inspirera de certains modèles : communautés de travail, sociétés coopératives ouvrières de production et régies coopératives gérées à la fois par des collectivités locales, des associations d'usagers et de consommateurs et les délégués du personnel de l'entreprise.

Le passage d'une économie de profit à une économie de service aura pour conséquence première d'assurer une maîtrise plus ferme des problèmes de l'environnement. La production devra être tributaire de l'habitat, donc de l'homme et non l'inverse. Grâce à l'informatique et à la miniaturisation des outillages, des entreprises de moyenne importance gérées communautairement pourront s'implanter, à partir des besoins de la population.

L'insertion des jeunes dans la société dépendra d'une éducation, dans toute l'acceptation du mot, commencée dès les premières années de l'existence. La réduction progressive du temps de travail libérera les virtualités de création et de recherche ainsi que les possibilités de formation, d'expression et de communication.

Dans un cadre communautaire de plus en plus élargi — de la famille à l'humanité — le socialisme personnel vise à l'accomplissement de la personne. L'itinéraire de chacun est tellement lié à la paix mondiale, que Claude-Roland SOUCHET, se devait d'insister sur l'application intégrale des principes d'Helsinki et sur l'urgence de réaliser un nouvel ordre économique international, dans le respect de l'indépendance de chaque peuple, de son identité, du Salvador à l'Afghanistan.

## NOTRE COMBAT

POUR  
une République  
Socialiste  
et Démocratique  
au service  
de l'Homme,  
vous intéresse.

ADHÉREZ  
A NOTRE PARTI

## COTISATIONS

ADHÉRENTS et AMIS de la J.R.

Revenu mensuel	Cotisation annuelle 1 % du salaire
salaire de 2 000 F	240 F
2 500 F	300 F
3 000 F	360 F
4 000 F	480 F
5 000 F	600 F etc.

ABONNEMENT A REVUE en sus :  
1 an : 30 F — De soutien : 50 F

Parti de la JEUNE RÉPUBLIQUE  
Villa n° 6 - 9, bd Jean-Mermoz  
92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)  
C.C.P. PARIS 20.896-71

## COMMUNIQUÉ DU PARTI DE LA JEUNE RÉPUBLIQUE POUR LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES

Le Parti de la JEUNE RÉPUBLIQUE rappelle le bilan négatif du septennat : récession, chômage, inflation, surarmement. Il condamne la concentration des pouvoirs entre les mains du Chef de l'Etat et souhaite la réhabilitation d'une Assemblée Nationale élue au scrutin proportionnel.

Un changement politique s'impose pour que les classes les plus défavorisées vivent dans des conditions matérielles décentes et participent à la vie nationale.

Des efforts doivent être entrepris pour sauvegarder la paix internationale et favoriser l'indépendance économique et politique des pays en voie de développement.

Dans cette perspective, le Parti de la JEUNE RÉPUBLIQUE entend soutenir le candidat du Parti Socialiste aux élections présidentielles.

Le 7 février 1981

# LA DÉMOCRATIE... CHERCHEZ-LA !

par Gérard Brissé

**S**ommes-nous encore en démocratie ? Les citoyens sont-ils partie prenante dans les décisions qui concernent leur existence quotidienne ? La question mérite d'être posée en un temps où notre régime politique semble évoluer vers une variante de monarchie constitutionnelle, où, à l'Est comme à l'Ouest, le poids des dictatures ou des "pouvoirs forts" semble s'accroître.

En théorie, les partis politiques servent de courroie de transmission entre les citoyens et le pouvoir. Par le truchement de leurs militants, ils constituent une caisse de résonance à des besoins exprimés à la base. Ils sont également à l'écoute des propositions formulées par les centrales syndicales, les organisations de consommateurs et d'écologistes, les associations diverses, la presse et les médias.

Ils proposent des candidats aux diverses instances : municipales, cantonales, régionales, nationales. Les parlementaires sont censés être le réceptacle de tous les mécontentements, des injustices mais aussi des suggestions pour y remédier, pour améliorer sans cesse le fonctionnement de nos institutions et la qualité de la vie.

Le rôle des parlementaires est, dans ce sens, d'élaborer des projets de loi qui sont soumis ensuite après ratification à l'Exécutif, c'est-à-dire au gouvernement.

Or que se passe-t-il dans la réalité ? Les décisions majeures concernant l'avenir de notre pays sont prises à l'Élysée ou dans les cabinets ministériels, antichambres feutrées de tous les groupes de pression. De là, les textes de lois pré-élaborés par des technocrates ou autres énarques cheminent vers le Parlement dont la majorité, élue grâce à un mode de scrutin dit "majoritaire" qui favorise outrageusement les nantis et les notables, les adopte sans sourciller. Les objections ou contre-propositions formulées par l'opposition se réduisent à des vœux pieux, voire à quelques amendements.

Les partis ne jouent plus le rôle qui devrait être le leur. Ils ne sont plus écoutés. Leur machine tourne à vide. Ils servent de déversoir ou de tremplin pour quelques fortes personnalités dont le véritable pouvoir trouve sa source ailleurs et dont le travail consiste à recueillir des fonds pour leur propre campagne électorale ou leur publicité personnelle, mise en valeur par la machinerie des médias.

Et c'est un fait que les partis sont de plus en plus tenus à l'écart du pouvoir décisionnaire qui s'exerce en dehors d'eux. Ils sont condamnés à mener après coup un combat d'arrière garde qui prend parfois ou risque de prendre des allures de

confrontation violente pour peu que l'indispensable dialogue qui devrait être permanent se réduise à un double monologue. On assiste alors à une marginalisation feutrée de tendances politiques ou syndicales qui, ne parvenant pas à s'exprimer ouvertement, font de la surenchère "sur le terrain".

Tant il est vrai qu'à cet égard les institutions ne sont pas seules en cause. Les grands partis politiques n'ont pas su évoluer dans un sens qui faciliterait leur participation plus active à la gestion des affaires publiques. Qu'ils soient de la majorité ou de l'opposition, ils pratiquent volontiers l'amalgame, se font les hérauts de causes totalement étrangères à leur vocation propre, et à force de vouloir tout englober dans une stratégie "tous azimuts" et réaliser le rassemblement de tous les Français, ils sont divisés en plus de chapelles qu'ils n'ont de croix à porter.

La recherche de la vérité, la lucidité dans l'analyse, l'énoncé d'un idéal et d'un programme forts et clairs, portés par des équipes soudées, ont fait place aux compromissions, aux magouilles, aux tentatives de débauchages, aux luttes de clans. Au multipartisme, condition d'une saine démocratie, a succédé le quasi-monopole de la "bande des quatre". Au compromis né du dialogue et de la tolérance dans le cadre souple de deux ou trois grandes fédérations ou confédérations, s'est substituée l'envolée vers un programme commun irréalisable à force d'exigences contradictoires, ou l'échappée vers un présidentialisme qui se dilue dans l'esprit de clan.

La question qui se pose à nous aujourd'hui n'est plus : « Pour qui voterai-je aux prochaines présidentielles ? » mais bien : « Que pouvons-nous entreprendre dès à présent pour réformer nos mœurs politiques ? ».

En effet, le scrutin que l'on nous propose est bel et bien une parodie de démocratie. Il est dominé par l'argent — une campagne présidentielle sérieuse se compte en milliards de centimes — et par une pré-sélection plus que douteuse des candidatures exprimées — le fameux mur des 500 signatures. Il cumule les désavantages du népotisme à celui de la désignation par un collège de notables, qui était l'apanage de la IV<sup>e</sup> République. Parodie de suffrage dit "universel", mais dans la réalité, restreint et censitaire.

Que faire ? La discrimination par l'argent est intolérable. Celui qui en bénéficie est, une fois élu, l'homme lige de ses bailleurs de fonds. Il faut donc remplacer ce système par une souscription publique, les fonds ainsi recueillis étant répartis, à l'ex-

clusion de tous autres, à égalité entre les candidats.

La campagne électorale elle-même, limitée à trois mois et soumise à un code déontologique strict (notamment par la suppression durant cette période de toute diffusion de sondages susceptibles d'influencer dans un sens ou dans l'autre l'opinion publique), est prise en charge par la collectivité publique (affichage, impression de tracts, manifestes et autres bulletins électoraux).

Quant au marathon des 500 signatures, il est purement et simplement annulé. On ne voit pas au nom de quoi, en effet, on élimine par ce biais un certain nombre de candidats dont le programme en vaut peut-être bien un autre et, qui le sait, ont l'étoffe d'un suprême magistrat. Quand bien même cinquante, cent, trois cents candidatures se manifesteraient, qu'est-ce que cela peut faire ? Si l'information est honnêtement menée, il appartient au peuple et à lui seul, de faire un choix après étude préalable, attentive et comparée, des idéaux et des programmes, et de se déterminer en conséquence.

Il peut du reste être pallié à l'inconvénient d'une multiplicité de candidatures au deuxième tour, en limitant à cinq par exemple, le nombre de concurrents demeurant en lice. C'est-à-dire les cinq premiers, ceux qui dans l'ordre auront, au premier tour, recueilli le plus grand nombre de voix.

Enfin, pour tenir compte que, dans la pratique, le puzzle pré-électoral commence à se mettre en place un an environ avant la date du scrutin, il serait prudent de ramener à six ans au lieu de sept actuellement, la durée du mandat présidentiel, de sorte qu'un suprême magistrat en exercice puisse être opérationnel cinq années durant avant d'avoir à préparer la prochaine échéance. L'exemple américain nous montre qu'un bail de quatre années est trop court : à peine le Président est-il élu qu'il dispose de deux cents jours pour faire connaître les grandes orientations de sa politique. Au-delà, il est déjà "entré en campagne" !

Durant ce laps de cinq années, les grandes options en matière de politique économique, sociale, financière, judiciaire ou internationale, pourraient valablement être soumises au peuple par voie de référendum. Il faut réhabiliter le référendum qui, en aucun cas, ne doit être confondu avec le plébiscite ! Ainsi réorganisée, l'élection du Président de la République aurait la dimension réellement universelle voulue par le législateur et propice au fonctionnement harmonieux d'une saine démocratie.

# SORTIR DES ORNIÈRES

par Jacques-Paul Richard

Maire Adjoint du Mans

Le militant du Socialisme Personnaliste se demande dans quel projet, actuellement exposé pour les présidentielles, il se reconnaît le mieux. C'est pour quoi nous nous interrogeons par rapport à : « Il est encore temps de vivre » de Roger Garaudy.

En ce début de 1981, quel contraste entre d'un côté une violence organisée, planifiée, contagieuse, diffuse, l'étouffoir anonyme et, en face, les germes d'un monde nouveau : lutttes non violentes en Pologne, en Amérique Latine, à Dublin. Lutttes de l'esprit contre la bête. En elles, la noosphère en devenir. Si non, quoi ?..

Pas d'issue sans endiguer le complexe militaro-industriel. Il entretient la peur mutuelle pour se nourrir et nourrir le cancer de la production-consommation aveugle et sans but, si ce n'est le profit illusoire de quelques-uns. « L'équilibre de la terreur étant la loi des rapports entre Etats, pour le pillage et la domination du monde. La violence et la délinquance n'en sont que la traduction à l'échelle des individus puisque tout le système de croissance les incite à consommer plus et que l'ordre existant refuse à un grand nombre l'accès à ces richesses qu'on nous appelle à convoiter. »

L'homme est réduit à ce qui est nécessaire pour la reproduction de ce système démentiel.

La première démarche est de se convaincre qu'on peut vivre autrement. Jusqu'à ce XX<sup>e</sup> siècle, « l'économie, au lieu de se soumettre toute la société et d'être à elle-même son propre but, a été à son service pour répondre à ses besoins, parfois, souvent même, dans la pauvreté, jamais dans la folie ».

La conscience de chacun est personnellement responsable de l'avenir des autres. Chacun peut quelque chose sur un front limité : celui de l'alcool, du tabac, de la vitesse, du bruit, du bourrage de temps, de la publicité.

D'abord, un principe général : confronter chaque acte, chaque institution à sa propre fin. Croissance de quoi, pour quoi ? Défense de quoi et contre qui ?

Dénoncer le nucléaire et l'armement comme les deux mamelles du chômage. Un milliard de dollars investi dans l'armement détermine (selon l'O.N.U.) la perte de 12 000 emplois.

S'engager résolument sur la voie des énergies alternatives, ce qui résoudrait le chômage. Reconvertir les usines d'armement. Ceci grâce à des plans de financement sélectifs par les taux d'intérêts. De même, fiscalité sélective selon les priorités sociales reconnues de telle ou telle branche. Relance économique favorisée par une indexation des rémunérations sur la productivité. Relance du commerce avec

les pays du Tiers-Monde en partant de leurs besoins réels, de leurs ressources, sans mépriser leurs techniques ni leurs cultures propres.

La liberté d'autrui est non pas la limite de ma propre liberté : elle en est la condition. D'où la lutte pour une "démocratie associative et participative" où la particularité de chacun apporte d'abord une richesse, non une menace. Au lieu de la représentation territoriale actuelle, issue de la vieille propriété terrienne, GARAUDY propose une représentation fondée sur les unités fonctionnelles de travail. Celle-ci émanerait de toutes les fonctions de travail sans omettre celle des femmes au foyer.

Démocratie locale fondée sur de véritables régions, ce qui aboutirait à la suppression des préfets, et laisserait au gouvernement les grands arbitrages financiers, diplomatiques et de défense. La nation devient "une unité symphonique et fédérative", se substituant à une hégémonie centralisatrice. Ainsi prendrait fin la monarchie républicaine. Cette représentation corrigerait l'emprise excessive des partis sur la désignation des candidats. Ainsi ne seraient pas perdues les énergies des minoritaires (régionalistes, féministes, écologistes, non-violents, etc.).

Suivant le Général Picot (Le Monde, 16.08.1979), « La France n'a pas de défense ». Nos stratèges le pensent sans oser le dire. On ne peut plus défendre militairement un territoire restreint parsemé d'installations nucléaires. Le reconnaître, c'est admettre qu'il faut une défense. L'apprentissage de celle-ci commence aujourd'hui avec la dénonciation de tous systèmes de violence structurelle ou de répression. La seule défense qui puisse rendre la France immune vis-à-vis d'un système politique ou d'exploitation qu'on voudrait lui imposer, c'est celle qui créerait, à l'intérieur, une justice sociale et l'épanouissement de chacun. Conscients de leur dignité, les citoyens verraient un même combat dans la garantie de leur liberté, de celle du tiers-monde, et dans la solidarité planétaire.

La vie est toujours plus riche de ressources que tout ce qu'on pourrait imaginer. D'où notre optimisme raisonné !

## LA PAIX...

POUR FAIRE LA PAIX  
DANS LE MONDE,  
IL FAUT D'ABORD LA FAIRE  
DANS LES CŒURS

Marc Sangnier

# LE COMBAT DE "SOLIDARITÉ" : UNE ESPÉRANCE POUR UN VRAI SOCIALISME

par Frank Taillandier

**C**e n'est un secret pour personne, d'affirmer qu'un pouvoir quel qu'il soit, ne tient sa légitimité que du plus large consensus populaire. A plus forte raison, quand il s'agit de revendications de travailleurs à un mieux-être, à un mieux-vivre, à une meilleure participation, qui oserait s'y opposer, et trouver bien là, ce que l'on refuse ici ?

Le peuple laborieux a été suffisamment victime de supercheries politico-économiques, pour ne pas saluer comme une lueur d'espoir, le combat qui veut pour tous, au sein même du socialisme, "Vivre autrement".

Il y a en effet deux façons de lutter contre les aspirations légitimes des travailleurs : adopter le régime capitaliste jusque dans son libéralisme sauvage, ou tenir les masses dans une dépendance telle, au sein d'un régime collectiviste et centraliste, qu'elles en viennent à rejeter les schémas dits socialistes qu'on leur propose.

Qu'on ne nous dise pas qu'au syndicat "SOLIDARITÉ" il s'agit de meneurs irresponsables et de "suppôts de REAGAN", ceci est trop simple, et ne donne pas d'explications sur la différence de vie des Polonais en cette année 1981 et celle que nous avons dans les démocraties capitalistes. Allons sur place et nous comprendrons mieux à quelle exaspération peut conduire le sentiment d'un mur politique, souvent obstacle à toute amélioration des conditions de vie, matérielles, sociales, et spirituelles.

Force est de constater que la légitimité actuelle des hommes au pouvoir en Pologne, ne peut s'affirmer que grâce à la puissance des armes, dans le pays et à l'extérieur.

L'Union Soviétique sait fort bien que la "doctrine marxiste" n'est plus adaptée aux mentalités nouvelles et à la jeune génération, avec l'instruction plus poussée (malgré les conditionnements psychologiques). Ceci est très sensible dans les régimes communistes, et peut-être plus encore en U.R.S.S.

Face à cette situation, le monde capitaliste entend bien exploiter au maximum toutes les initiatives favorables à son impérialisme, les intentions de M. REAGAN à

ce sujet sont suffisamment inquiétantes. Il est donc évident que dans les deux camps, le seul moyen de conserver son pouvoir sur les peuples, réside dans la puissance militaire.

Quelle grave erreur de réprimer les aspirations des travailleurs polonais, alors qu'ils représentent le moyen le plus efficace (et sans armes) pour asseoir le socialisme humain, où la responsabilité et la solidarité puissent se conjuguer avec le bonheur de vivre.

Il n'est pas question de nier les efforts faits en ce sens par des hommes courageux dans la classe dirigeante ; ils n'y peuvent rien, car c'est le système lui-même qui est faussé, et qui perd sa légitimité, au travers d'un "appareil unique", un "parti unique", sans dialogue puisque sans pluralisme.

N'est-il pas affligeant de lire dans certaines publications locales de nos amis du P.C.F., cette phrase qui porte en elle-même sa propre condamnation : « Là où les communistes sont au pouvoir, les travailleurs vivent mieux ! ».

Certes, bon nombre de critiques de la politique du libéralisme actuel, de la part du P.C.F. sont fondées. Il n'est pas le seul à les exprimer, mais enfin ayons un minimum de respect des travailleurs, qu'ils soient de Pologne, de chez nous ou d'ailleurs.

Nous sommes toujours dans l'action avec les forces de gauche et le P.C.F., pour dénoncer l'exploitation des travailleurs par les puissances capitalistes. Nous en sommes d'autant plus libres pour dire combien nous désirons appeler tous les partis et organisations de gauche (sans exclusive) pour exprimer, tous ensemble, leur soutien aux travailleurs polonais, pour l'amélioration de leurs conditions de vie et de leurs libertés, car ils sont l'espérance d'un renouveau du socialisme pour l'homme, celui qui, par ce large appui populaire, serait capable de changer la face du monde dans le dialogue et la paix, et non de le détruire par les armes.

OUI ! Courage à "SOLIDARITÉ" ! Et à tous les militants travailleurs qui, dans toutes les dictatures, souffrent et tombent pour SAUVER L'HOMME !

## DÉCLIN de la DÉMOCRATIE

Roger Vinel

**L**es hommes du pouvoir manifestent beaucoup, au cours de leurs interventions politiques, leur attachement à la liberté, aux libertés. Il est évident cependant que nous assistons de plus en plus au déclin de la démocratie. Ce déclin dont nous sommes les témoins, est dû à notre affreuse constitution que nous a léguée une monarchie électorale où le monarque, parce qu'il est élu, a infiniment plus de pouvoir que si la naissance, privilège contesté, l'avait porté à la tête de l'Etat.

Elire un Président apparaît comme une prérogative du peuple, alors qu'elle aboutit à une dépossession de son pouvoir. Le texte dit "sécurité et liberté" que le Ministre de la Justice a fait adopter par la majorité du Parlement, aggrave encore l'esprit totalitaire du régime — je précise bien l'esprit — car il n'y a chez nous ni goulag ni méthodes nazies.

Le rétablissement du passeport intérieur que connaissait l'ancien régime, l'attaque aux libertés syndicales si tragiquement acquises pour obtenir le vote de la loi de 1884, et enfin les nouveaux contrôles d'identité qui portent, au nom de la loi, la puissance de la police à un degré que n'avait jamais connu la République : toutes ces mesures constituent une grave menace pour la démocratie.

Mais le mépris de la dignité de l'homme et de la liberté de vivre pour lesquelles luttent nos amis paysans du Larzac ne nous avait-il pas déjà mis en garde ?

Nous nous en souviendrons en avril 1981.

**ADHÉRENTS, AMIS, ABONNÉS**

**Renouvelez dès aujourd'hui**

**COTISATIONS ABONNEMENTS  
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES**

**Parti de la JEUNE-RÉPUBLIQUE**

**Villa n° 6 - 9, bd Jean-Mermoz  
92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)  
C.C.P. PARIS 20.896-71**

**UN VILLAGE  
ENTRE  
LA RÉVOLUTION  
ET L'EMPIRE :  
VIRY en SAVOIE  
(1792-1815)**

par Jean-Pierre LAVERRIÈRE  
(Editions Albatros)

*Un point dans l'espace : à une dizaine de kilomètres au sud-ouest de Genève, ce gros bourg rural. Un espace dans le temps : 1792-1815. A partir d'archives officielles et privées, Jean-Pierre LAVERRIÈRE recherche les éléments du passé et les ordonne dans un cadre qui redonne vie à ce petit peuple de Savoie. Sans oublier de rappeler les grandes dates de cette histoire de France, il fait œuvre de chercheur et passionne le lecteur de cette chronique locale.*

*La Révolution française a libéré les sujets de la Maison de Savoie, à l'automne 1792. Après Waterloo, le second Traité de Paris abandonne la Savoie au Piémont, l'hiver 1815. Les habitants de VIRY ont traversé cette époque en vivant à leur manière — selon leur appartenance sociale — les ondes de choc qui déferlaient de Paris, surtout depuis le 20 septembre 1792 (Valmy et les commencements de la Première République).*

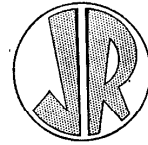
*L'auteur ne néglige aucune source pour redonner vie à ces paysans et à ces notables, tel ce Comte de VIRY, devenu citoyen VIRY, Maire de VIRY. L'histoire des mentalités colore de toutes ses nuances psychologiques l'histoire économique et politique.*

**L'ALLIAGE**

Robert FOUCAULT  
(Ed. du Rocher)

*Rédigé dans une langue simple et directe, ce livre de philosophie politique constitue une théorie et une pratique de la participation, cet alliage des hommes et des choses, cette alliance nécessaire pour réaliser un projet commun et diversifié selon les économies, les civilisations, les individus. C'est une invitation au courage, à l'action, à la lutte. Avec lyrisme, et non sans polémique, Robert FOUCAULT entend faire confiance à l'homme pour changer l'homme et assurer sa survie.*

**LOGEMENT  
1981...**



Louis Perrin et Franck Taillandier

**m**arc SANGNIER voulait que le monde soit organisé pour la personne et non pas obligatoirement la personne pour le monde, car une personne épanouie et heureuse ne pourra que créer un monde meilleur. Pour qu'une personne puisse s'épanouir et être heureuse, il faut un minimum de vêtements selon les climats. Ces conditions, pour la France et le monde, ne sont que partiellement réalisées. Il faut aussi que la famille puisse préserver son intimité dans un logement approprié à ses besoins.

Ceci est loin d'être réalisé en France et dans le monde. Ce sont là des besoins prioritaires et il est inadmissible qu'on chôme dans les industries du bâtiment tant que ce besoin ne sera pas satisfait. Il y a de nombreuses demandes pour l'accès à la propriété pour la maison individuelle, mais le travailleur au SMIC, avec deux enfants, en est évincé si la femme ne travaille pas.

Ils sont nombreux ceux qui sont exclus de ces réalisations et qui "gaspillent" de l'argent en payant pendant des années, en loyers, ce qui devrait leur permettre de financer leur maison. On peut rétorquer que, dans cette période peu stable où l'on n'est pas sûr de garder du travail, il y a un gros risque à faire construire.

Pourquoi ne pas créer une banque nationale du logement. Ceux qui seraient obligés de déménager en raison de ce qu'ils trouvent un emploi ailleurs, retrouveraient leur capital logement dans leur nouveau secteur de travail. Pourquoi verser des allocations de chômeurs du bâtiment alors qu'il y a tant de mal logés et qu'on pourrait faciliter des associations du genre Castors ?.. Les allocations de chômage permettraient de créer quelque chose d'utile voire d'indispensable. Les entrepreneurs du bâtiment pourraient ne pas être d'accord mais ils sont obligés, actuellement, de se mettre en faillite, ce qui n'est pas normal. On construirait à moindre prix si l'on voulait bien chercher des solutions. Toutes les industries annexes seraient bénéficiaires, sans être obligées de licencier du personnel.

Enfin, on pourra instaurer le socialisme pour la personne qui permettra de faire face à ces priorités fondamentales : logement, nourriture et instruction.

Il est fréquent, même dans les S.O.C. de construction que des sociétaires demandent leur démission, soit du fait des difficultés de prêt soit souvent aussi à cause de la perte d'un emploi. Combien il est pénible aussi pour les administrateurs salariés de voir des dossiers dont l'effort envisagé paraît être un exercice d'équilibre extrêmement risqué et qui de toute évidence ne permettra aucun plaisir mais engendra le risque de l'expulsion. Sans doute, le Gouvernement a-t-il compté sur la libération des loyers pour inciter les propriétaires à construire et que, par le jeu de la concurrence, les choses s'améliorent.

Comme dans l'ensemble du marché, quel qu'il soit, cette libération des prix a été un sérieux facteur d'inflation qui pour 1980 sera d'environ 15 à 16 % réel, avec en plus la ponction sur les salariés pour la Sécurité sociale. L'incitation prévue n'a donc pas fonctionné et, de ce fait, la loi du marché non plus. Pour s'en convaincre, il suffit d'observer le nombre de logements standing qui ne trouvent pas preneur.

Quand on réalise qu'à Paris, le mètre carré se négocie à plus de 10 000 F et que dans les grandes villes de France on approche 6 à 7 000 F et plus, n'est-ce pas la preuve que la municipalisation des sols pour en avoir la maîtrise répond bien à un impératif ?

Avant et après l'élection présidentielle, l'action devrait porter en priorité sur les logements H.L.M. avec l'utilisation du 1 % patronal, et sur leur amélioration.

Enfin, les murs et le toit ne suffisent pas. Il faut aussi meubler, à crédit bien sûr... et les jeunes familles de nos jours, si elles désirent être dans leurs murs, n'entendent pas pour autant s'y enfermer. Qui oserait les en condamner ?

# La Jeune-République a pris position...

## TRANSPORTS EN COMMUN

Solidarité avec les personnels en grève le 12 février. En un mois, les accidents se multiplient à la R.A.T.P. et à la S.N.C.F... Un mort et 71 blessés à Auber, 6 blessés graves au métro Nation, 10 blessés à la Gare Saint-Lazare...

Le Parti de la Jeune République dénonce l'automatisation systématique et la réduction des effectifs en personnels qui sont seuls responsables de cette insécurité permanente.

Le Parti de la Jeune République manifeste sa solidarité aux personnels en grève de la R.A.T.P. et s'élève contre toutes sanctions qui seraient prises à l'égard des employés, premières victimes de l'insécurité actuelle des transports en commun.

Le Parti de la Jeune République — qui a participé activement aux travaux du Cartel des Transports en Commun de la Région Parisienne — considère que seule la réalisation des propositions présentées par l'ensemble des forces de gauche dans la "Plate-forme du 22 octobre 1971" apportera des solutions réelles aux problèmes actuels pour la sécurité et la satisfaction des travailleurs et des usagers.

le 10 février 1981

## VIII<sup>e</sup> PLAN CHOMAGE SANTÉ

Un colloque de la Ligue Française d'Hygiène Mentale a révélé que la perte de l'emploi porte une atteinte souvent grave à la santé des chômeurs. La honte ressentie intérieurement peut aller jusqu'à la perte d'identité et provoquer des maladies psychiques telles que ulcères, eczéma, ou des crises d'angoisse de poitrine.

On prévoit, en France, presque 2 millions de chômeurs en 1985, selon le VIII<sup>e</sup> Plan.

Le Parti de la Jeune République considère que la participation de tous les citoyens à la vie économique et politique tant locale et régionale que nationale est essentielle pour le plein épanouissement de la personne.

## TRAVAIL A TEMPS PARTIEL

Actuellement, 86 % des emplois à temps partiel sont tenus par des femmes. Dans un projet de Loi sur le temps partiel, le Gouvernement prétend faciliter et développer cette forme de travail pour répondre aux souhaits de nombreux Français.

Mais les employeurs se verront encore alléger les charges sociales et rédimenteront les contrats à leur gré en ce qui concerne le statut, les heures de présence dans l'entreprise et les primes.

Les femmes concernées se verront privées de toute garantie de promotion et de meilleure qualification. Cela remet en cause la Loi de 1972 sur l'égalité de traitements entre hommes et femmes.

Dans l'article 8 du Préambule aux statuts, le Parti de la Jeune République se prononce pour la promotion et la libération de la femme sur le plan professionnel, social et familial, afin de réaliser une égalité effective entre l'homme et la femme.

## POUR UNE RÉPUBLIQUE SOCIALISTE ET DÉMOCRATIQUE AU SERVICE DE L'HOMME

ADHÉREZ AU PARTI DE LA JEUNE-RÉPUBLIQUE  
Villa n° 6 — 9, Boulevard Jean-Mermoz — 92200 NEUILLY (Hauts-de Seine)

NOM ..... Prénom .....

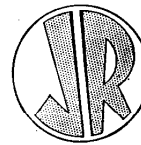
Adresse .....

Adresse la somme de ..... au C.C.P. 20.896-71 PARIS.

Date et Signature

# LE SOCIALISME

(extrait du Manifeste de Bierville - 1975)



**L**e seul mot de socialisme oblige à reprendre des notions de base. La lutte des classes domine toute l'histoire du mouvement ouvrier, comme elle domine toute l'histoire des relations au sein des sociétés humaines. Elle s'est accentuée, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, avec la révolution industrielle.

Face à l'employeur contraint par la concurrence à tirer du travail humain le maximum de profit, les travailleurs prennent conscience de leurs forces. Ils se regroupent, obtiennent la reconnaissance du droit syndical, répliquent par la lutte syndicale et politique.

C'est par des luttes héroïques, parfois sanglantes, que sont arrachées les conquêtes sociales : droit de grève, interdiction du travail de nuit des femmes et des enfants, inspection du travail, assurances sociales, sécurité sociale, congés payés, 40 heures, action syndicale dans l'entreprise.

Mais le patronat tente, à la faveur d'événements politiques, de crises économiques, de reprendre ce qu'il a dû accorder par la force. Cette lutte des classes est bien antérieure au marxisme, mais Karl Marx, par une étude scientifique des faits a précisé des lois et dégagé les conséquences du régime capitaliste.

Les réalités économiques sont aujourd'hui déterminantes et leur évolution rend les réformes de structures chaque jour plus impérieuses. Un décalage croissant s'est établi entre les moyens techniques en développement et un régime libéral qui reste dominé par le seul souci du profit. Cette contradiction conduit à des blocages de la machine économique.

C'est la loi de l'offre et de la demande qui guide la production. Il en résulte, au sein des économies occidentales très complexes, des crises caractérisées par des périodes d'inflation au cours desquelles la production est incapable de satisfaire les besoins solvables et, par des périodes de surproduction, de mévente, de chômage.

Une société libérale, même de type avancé, en abandonnant l'animation de l'économie à une initiative privée, fondée sur le profit et fatalement anarchique, ne permet pas d'utiliser pleinement et rationnellement les moyens de production, ni surtout de réaliser le développement équilibré de l'outillage et des moyens techniques, qui conditionne les progrès ultérieurs.

Il s'agit de substituer à une économie capitaliste fondée sur le profit de quelques-uns, une économie commandée par la satisfaction des besoins croissants des masses laborieuses.

Cette réforme implique une profonde transformation des rapports sociaux par l'appropriation collective des principaux moyens de production, d'échange

et de crédit, ainsi que leur gestion démocratique.

Il est évidemment impossible de prévoir, dans le détail, les structures de la société socialiste. Elle évoluera en permanence. Le socialisme ne comporte pas seulement la socialisation des entreprises, où la concentration atteint un haut niveau et le contrôle rigoureux des activités bancaires. Il suppose aussi une utilisation rationnelle et complète des moyens techniques et leur modernisation continue, afin de répondre d'une manière toujours adaptée à des besoins nouveaux.

Une organisation de l'économie, suivant un plan d'ensemble, pourra seule réaliser d'une manière durable le plein emploi et éviter les périodes d'inflation, sans pour autant qu'une bureaucratie hypertrophiée vienne écraser l'outil.

Sur le plan agricole, les coopératives seront appelées à jouer un rôle important, car elles permettent d'allier l'initiative individuelle à l'intérêt collectif. Le syndicalisme agricole devra jouer un rôle encore plus actif sur des bases démocratiques.

Dans le domaine industriel, le syndicalisme ouvrier, indépendant de l'Etat, au service des travailleurs, participera à cette édification du socialisme, par des actions positives mais, le cas échéant, contestataires. Les pouvoirs des comités d'entreprise, des délégués du personnel, des syndicalistes dans les entreprises, fussent-elles nationalisées, prendront une grande importance.

En résumé, on pourrait dire que le socialisme entend assurer le retour à la nation des richesses nationales. Bien entendu, il ne s'agit de nationaliser que les entreprises jouant un rôle déterminant dans l'économie nationale.

Marc SANGNIER, qui ne s'est jamais affirmé expressément comme socialiste, distinguait déjà trois sortes de propriétés susceptibles d'être conservées ou instaurées dans la société future :

- la propriété individuelle (les petites exploitations doivent être maintenues) ;
- la propriété commune qui correspond aujourd'hui à la notion d'autogestion ;
- la propriété d'Etat, du type, par exemple, de la S.N.C.F.

Mais le fondateur du Sillon déclarait : « la démocratie (nous dirions aujourd'hui le régime socialiste) est le régime qui demande le plus de forces morales si l'on ne veut pas qu'il tombe dans l'égoïsme, le matérialisme au profit de quelques-uns ».

LE SOCIALISME PERSONNALISTE, qui rejette expressément toute référence confessionnelle, affirme toutefois la primauté de la transcendance sur le social et du social sur l'économique.

Qu'est-ce que cela signifie ? Même si l'Etat passe des mains de la grande bourgeoisie au service des travailleurs, personne ne devra être sacrifié à la raison d'Etat, au nom d'une philosophie monopoliste d'Etat. La collectivisation des grands moyens de production et d'échange apparaît bien, en principe, comme une avancée sans retour, mais lorsqu'elle a triomphé, elle n'a jamais donné naissance à un homme radicalement nouveau.

En France, tout héritage culturel devra être sauvegardé. L'éthique s'enrichit et s'universalise au cours des âges. Si certains droits sont liquidés au nom du socialisme, ils resurgissent un peu plus tard. Une fois obtenue une relative égalité entre les citoyens, l'exigence de liberté s'impose aux niveaux les plus divers.

C'est la raison pour laquelle, tout contrat de gouvernement entre les organisations de gauche doit se prolonger au-delà d'un programme électoral, par l'affirmation d'une conception minimale commune de la vie en société.

A partir d'une vision en partie commune et d'un langage où les mots gardent le même sens, une confiance réciproque et durable pourra s'établir et faire progresser l'unité d'action, dans le respect des convictions de chacun vers le socialisme.

Pour que les exploités d'aujourd'hui émergent de l'exploitation, il ne suffit pas que les travailleurs s'approprient politiquement l'appareil de production, il faut encore que, dans les domaines les plus variés (entreprises, communes, régions, etc.) les citoyens participent à l'élaboration des décisions et à leur contrôle, ainsi qu'à la gestion.

Ce besoin de démocratie directe croît avec l'élévation du niveau de culture. Il est paradoxal mais logique de constater que l'économie et la politique, depuis l'extension de l'électronique, deviennent l'affaire des spécialistes mais que, défiant la technocratie, les masses aspireront de plus en plus à participer, dans les secteurs de la vie sociale où elles sont engagées, aux actions les concernant.

Le mouvement dialectique qui emporte vers le socialisme, structures de l'entreprise et structures de la société globale, ne vise à rien de moins qu'à un progrès qualitatif : les hommes s'enrichissent infiniment plus en développant leurs responsabilités et leurs relations inter-personnelles qu'en accumulant à leur profit des objets inertes, d'une valeur marchande fictive et anachronique. Les relations enrichissent mieux la personne que la possession. Elles intensifient la personnalisation et stimulent la créativité.

LE SOCIALISME PERSONNALISTE, c'est donc quelque chose de plus que l'appropriation collective des grands « outils » et leur gestion par les travailleurs.